

Depuis le mois de mai jusqu'au 20 novembre, plus de 3 milliards de dollars sur les 6 milliards de réserves que possédait en mai la Banque de France ont ainsi disparu !

En passant, signalons que les événements de mai suffiraient largement à prouver que les problèmes monétaires — que toutes les bourgeoisies s'évertuent à présenter sous la forme de problèmes techniques ayant leurs lois propres et leurs implications sociales « inéluctables » — sont en réalité le reflet de rapports de forces entre classes sociales. Il a suffi d'une grève générale longue pour bouleverser toute les données de ce soi-disant problème technique et, en passant, rabattre la morgue de notre Général sur cette question. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement devait prendre des mesures, non pas pour préserver les réserves en soi (elles ne sont qu'un reflet technique) mais pour faire la vie plus belle aux exportateurs (ce qui est une réalité sociale) ! Par ailleurs, ces mesures devaient tenir compte de la réalité qui prévalait dans d'autres pays notamment en Allemagne, aux Etats-Unis et en Angleterre.

III. — PAR QUELS MOYENS LA BOURGEOISIE VA-T-ELLE DEFENDRE SA MONNAIE

La bourgeoisie possède en gros, trois moyens pour « défendre sa monnaie ». Les sacrifices d'une manière ou d'une autre doivent être supportés par la classe ouvrière !

Le premier moyen consiste à faire pression directement sur les coûts intérieurs. C'est le sens des mesures déflationnistes prises récemment qui consistent à freiner la demande intérieure par des restrictions budgétaires et de crédit.

LA DEFLATION INTERIEURE

En effet : si l'on réduit les dépenses du budget de l'Etat, on provoque tout d'abord un blocage du revenu des salariés qui dépendent directement de l'Etat (enseignants, employés, ouvriers des entreprises nationalisées, etc...). Ensuite, on réduit les investissements que peut faire l'Etat, soit directement soit par l'intermédiaire d'entreprises privées travaillant pour lui. De ce fait, on réduit l'activité de ces entreprises et on favorise le chômage qui, à son tour, pèse sur les salaires du secteur concerné. Ces deux éléments sont un premier facteur de diminution des coûts de production intérieurs. Mais, la réduction de l'activité dans un secteur entraîne rapidement la diminution de l'activité dans d'autres secteurs, ce qui a pour effet d'amorcer de proche en proche la récession, de peser sur les prix et surtout sur l'ensemble des salaires.

Ainsi, pour « défendre la monnaie » et les marges bénéficiaires de nos exportateurs patriotes on casse l'expansion économique intérieure.